

JUGEMENT N°088/20/CJ1/SII/TCC  
Du 02 Juillet 2020

-----  
Rôle Général  
BJ/TCC/2019/0455

-----  
Karl-Charles DJIMADJA

C/

LA POSTE DU BENIN  
(SCPA HK & ASSOCIES)

-----  
**OBJET**

Reddition de compte

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**SECTION II**

**CHAMBRE DE JUGEMENT**

**COMPOSITION**

**Président :** Romain KOFFI

**Assesseurs :** Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public :** Elonm Mario METONOU

**Greffier :** Jacques HOUEGBE

Débat le 11 juin 2020 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier ressort à  
l'audience publique du 02 juillet 2020 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEUR :**

**Karl-Charles DJIMADJA**, Gérant de la Société TOP  
SHOWBIZ SARL, immatriculée au registre du commerce  
et du crédit mobilier (RCCM) de Cotonou, sous le numéro  
19.971-B, 01 BP 2563 Cotonou. Tél : 66 78 24 72 / 64 13  
10 10 dont le siège social est sis à Cadjèhoun, carré 1191  
maison Thomas HOINDO ;

*Comparant en personne ;*

**DEFENDERESSE :**

**La Poste du Bénin SA**, dont le siège social est à Ganhi,  
Avenue Clozel Cotonou, 01 BP : 8080 Recette Principale  
Tél : (229) 21 31 79 58, Fax. 21.31.79.59, immatriculée au  
Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le  
numéro 2006-B-1213, représentée par son Directeur  
Général, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège ;

*Assistée de la SCPA HK & ASSOCIES ;*

## LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les parties en leurs moyens et prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 20 mai 2019, Karl-Charles DJIMADJA a attrait devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société La Poste du Bénin SA pour obtenir :

- la présentation par celle-ci du point complet du partenariat entre eux ;
- la reddition de compte ;
- le paiement de tous les articles non retrouvés au terme du décompte total du partenariat ;
- le paiement de la somme de huit cent quatre-vingt-quinze millions (895.000.000) francs CFA et autres frais accessoires ;
- l'exécution provisoire sur minute de la décision et sous astreintes comminatoires de cent mille (100.000) francs CFA par jour de résistance ;

Au soutien de son action, Karl-Charles DJIMADJA expose que la Société TOP SCHOWBIZ SARL est une société spécialisée dans la production audiovisuelle, la distribution d'œuvres phonographiques et les spectacles ;

Que la Société La Poste du Bénin est une entreprise de réseau postal étendu au territoire national et qui de ce fait, assure également la distribution d'articles divers ;

Que la Société TOP SCHOWBIZ a proposé à la Société La Poste du Bénin SA qui l'a accepté, de lui céder sa force de vente de façon exclusive ;

Que celle-ci doit vendre les produits livrés par la Société TOP SCHOWBIZ SA, défalquer des ristournes de 20% sur les recettes et verser le solde à la Société TOP SCHOWBIZ SA ;

Que depuis près de deux (02) ans et demi, la Société La Poste a cessé d'exposer les produits de la Société TOP SCHOWBIZ SA sur le réseau postal sans la moindre

explication à son partenaire et ne lui a présenté aucune situation comptable depuis cette même période ;

Que dans le même temps, la Société La Poste du Bénin a mis fin aux paiements sporadiques qu'elle effectuait ;

Qu'il a décidé d'une reddition de compte et a adressé une correspondance à la Société La Poste du Bénin le 31 mai 2017 puis une autre du 16 juin 2017 dans laquelle elle a proposé le 30 juin 2017 comme délai pour le point souhaité ;

Que celle-ci a ignoré toutes ces sollicitations et n'expose plus les produits du catalogue de la Société TOP SHOWBIZ SARL ;

La Société La Poste du Bénin SA soulève l'irrecevabilité de l'action pour autorité de chose jugée ;

Elle développe que les mêmes demandes avaient été portées devant le tribunal de première instance de première classe de Cotonou et ont donné lieu au jugement n°001/18/1<sup>ère</sup> C.COM du 23 avril 2018 de ladite juridiction qui l'a condamné à verser à la Société TOP SCHOWBIZ SA, la somme de cent millions (100.000.000) francs CFA ;

### **SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION**

Attendu que suivant l'article 204 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, l'autorité de chose jugée constitue un moyen d'irrecevabilité de l'action ;

Qu'il y a autorité de chose jugée dès lors que les mêmes demandes sont formulées entre les mêmes parties pour les mêmes causes ;

Attendu qu'en l'espèce, le tribunal de première instance de première classe de Cotonou a été saisi par la Société TOP SHOWBIZ par acte du 30 octobre 2015 à l'effet de :

- « - constater qu'elle a signé un contrat avec la société la Poste SA ;
- constater que la Société La Poste du Bénin SA n'a pas respecté les clauses du contrat ;

- constater que malgré toutes les relances faites à son encontre, la Société La Poste du Bénin SA n'a pas daigné faire signe de vie ;
- constater que cette négligence de la part de la Société La Poste du Bénin SA lui a créé de sérieux préjudices ;
- s'entendre condamner la Société La Poste du Bénin SA à lui reverser les fonds indûment gardés par elle ainsi que le montant du stock de CD déposés et non exposés ;
- S'entendre dire et juger que cette situation lui a créé des préjudices énormes ;
- s'entendre condamner la Société La Poste du Bénin SA à lui payer la somme de 895.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts ;
- voir ordonner l'exécution provisoire sur minute de la présente décision » ;

Attendu que statuant sur cette demande, la juridiction saisie a, suivant jugement n°001/18/1<sup>ère</sup> CCOM du 23 avril 2018, statué comme suit :

*« Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;*

- constate que la Société La Poste du Bénin SA ne rapporte pas la preuve du grief subi du fait de l'omission de la forme et du numéro du registre de commerce de la Société TOP SHOWBIZ sur l'exploit d'assignation du 30 octobre 2015 ;
- constate également que la Société TOP SHOWBIZ est immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier ;
- rejette en conséquence la demande de nullité de l'exploit d'assignation du 30 octobre 2015 ;
- Constate que la Société TOP SHOWBIZ a signé un contrat avec la Société La Poste du Bénin suivant lequel cette dernière a l'obligation d'exposer les produits reçus de la Société TOP SHOWBIZ dans ses présentoirs et lui présenter la situation comptable de la vente au plus tard le 15 du mois suivant celui des ventes ;
- Constate que le Société La Poste du Bénin ne s'est pas acquittée de ses obligations contractuelles ;
- Dit que ce comportement de la Société La Poste du Bénin SA constitue une violation de ses obligations contractuelles vis-à-vis de la Société TOP SHOWBIZ ;
- Condamne en conséquence, la Société La Poste du Bénin SA à payer à la Société TOP SHOWBIZ, la somme de cent millions

*(100.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts pour toutes formes de préjudices subis ;*

- *Déboute la demanderesse du surplus de ses demandes ;*
- *Déboute également la Société La Poste du Bénin de sa demande reconventionnelle ;*
- *Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement sur la moitié du montant de la condamnation, soit sur la somme de cinquante millions (50.000.000) FCFA ;*
- *Condamne la Société La Poste du Bénin SA aux dépens » ;*

Attendu que par cette décision, le tribunal de première instance de première classe de Cotonou a vidé le contentieux lié à l'exécution de la relation commerciale entre la Société La Poste du Bénin SA et la Société TOP SHOWBIZ SA ;

Que la présente action porte sur les mêmes demandes fondées sur la même relation contractuelle ;

Qu'une telle action vise à remettre en cause l'autorité de chose jugée attachée au jugement sus indiqué ;

Qu'elle ne peut dès lors, être reçue ;

Qu'il y a lieu de déclarer Karl-Charles DJIMADJA irrecevable en son action ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, et en premier ressort ;

- Constate que par jugement n°001/18/1<sup>ère</sup> C.COM du 23 avril 2018, le tribunal de première instance de première classe de Cotonou a statué sur le contentieux lié à l'exécution de la relation commerciale entre la Société La Poste du Bénin SA et la Société TOP SHOWBIZ SARL ;
- Constate que la présente action vise à voir statuer sur l'exécution de la même relation commerciale ;
- Dit qu'une telle action se heurte à l'autorité de chose jugée ;
- La déclare en conséquence, irrecevable ;

- Condamne Karl-Charles DJIMADJA, gérant de la Société TOP SHOWBIZ SARL aux dépens.

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**